

AVIS.

Nous prions nos abonnés de vouloir régler leur compte de souscription entre les mains de notre agent M. E. Dorion, qui collectera cette semaine et les semaines suivantes dans tous les quartiers de la ville.

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 5 OCTOBRE, 1871

UN APPEL A NOS ABONNÉS.

Nous vous prions instamment, nos bons amis, de vous souvenir de nous, et quand nos fidèles agents vous demanderont le prix de votre abonnement, de ne pas les renvoyer les mains vides. Un journal comme le nôtre ne se produit pas tous les huit jours sans une forte dépense. C'est de vous que nous attendons le prix de nos labeurs et le remboursement de nos deniers. Quelque jour, nous vous ferons visiter nos ateliers, à l'aide de gravures et de descriptions qui vous feront comprendre l'importance et l'étendue de notre entreprise. En attendant, songez que chaque samedi, une centaine de familles reçoivent à notre comptoir le prix du travail de leurs chefs. Tous les samedis, un millier de dollars sortent de notre gousset pour nourrir tout ce monde. Nous ne parlons pas du fournisseur de papier, avec sa grosse note, ni des autres gens qui nous réclament le paiement de l'encre, du gaz, des taxes, que sais-je ! Tout cela veut dire que vous comprenez la nécessité où nous sommes de vous prier de solder vos comptes. Les uns nous doivent six mois, un grand nombre un an, quelques-uns jusqu'à dix-huit mois. Nous vous prions tous de payer. Nous venons d'envoyer des comptes à nos agents dans soixante-et-une paroisses. Que chaque agent fasse son possible pour collecter, et que chaque abonné lui rende la tâche agréable et facile.

Pour vous stimuler, nous avons le plaisir de vous annoncer la publication prochaine d'une magnifique gravure sur acier, intitulée "Au pied de la Croix." Cette gravure, chef-d'œuvre d'art et de religion, sera imprimée sur grand papier épais, de qualité supérieure, et sera digne d'orner les plus beaux appartements. Elle sera donnée en étrennes et en prime à ceux qui auront payé leur abonnement, au moins jusqu'à la fin de cette année. Personne ne pourra acheter cette gravure. Elle n'est destinée qu'à nos abonnés. D'ailleurs, une copie importée d'Europe, coûte cinq dollars. Hâtez-vous donc de payer, afin de recevoir cette prime du moment qu'elle sera publiée.

L'ADMINISTRATION.

L'INDUSTRIE.

Avant d'entrer dans un autre ordre d'idées, il est peut-être bon que nous résumions, en quelques mots, ce que nous avons dit jusqu'à présent sur cette question.

Après avoir fait un retour sur le passé, à travers les luttes glorieuses que nous avons soutenues pour nous enraciner dans ce sol, nous avons dit que le grand danger qui menaçait maintenant notre influence politique et nationale, était notre infériorité sous le rapport matériel. Et cette infériorité, nous ne l'avons pas déplorée parce qu'elle ne nous permet pas de faire autant de bruit et de luxe que les autres, mais parce qu'elle chasse à l'étranger une partie considérable de notre population, et nous livre à la merci des races énergiques au milieu desquelles nous vivons.

Nous avons essayé de démontrer que la richesse était nécessaire, en Amérique, aux peuples qui veulent y occuper une position honorable et faire accepter leurs idées et leurs mœurs.

Recherchant ensuite les causes de cette infériorité, nous les avons trouvées beaucoup dans la force des circonstances critiques au milieu desquelles nous avons grandi, dans la nature de nos idées et de nos sentiments, et dans l'ignorance des choses pratiques, nécessaires à notre existence.

Nous avons alors posé comme thèse que l'industrie seule pourrait nous faire entrer dans une phase plus brillante et nous donner la prospérité que nous cherchons; nous avons appuyé cette thèse sur les propositions suivantes :

1o. L'agriculture seule, même perfectionnée, ne pourrait suffire à l'expansion de notre population et à son établissement; sous ce rapport, nous ne pouvons lutter avantageusement avec des pays plus favorisés par le climat et la qualité du sol;

2o. Les fruits et revenus de nos terres, et le produit brut de nos forêts, ne suffisent déjà plus à payer les marchandises et objets de première nécessité venus des marchés étrangers;

3o. N'ayant pour ressource que les produits agricoles, le Bas-Canada est livré, lorsque le grain manque, à la merci des importateurs et des prêteurs d'argent, et voit une grande partie de son travail et de sa fortune passer dans des mains étrangères;

4o. Notre position géographique, la conformation de notre sol, les richesses minières et industrielles qu'il renferme, nos aptitudes et nos besoins, tout nous indique que le Bas-Canada doit être le centre manufacturier et industriel de l'Amérique du Nord;

5o. Le seul moyen de tenir tête à l'influence de toutes ces maisons puissantes établies sur l'importation, l'agiotage et la spéculation, est de nous emparer de la production industrielle du pays, afin d'avoir entre les mains les deux sources principales de la fortune en ce pays;

6o. L'industrie aurait pour effet de donner du travail à ceux qui vont en chercher à l'étranger, d'augmenter la valeur de la propriété et des produits agricoles, d'alimenter le commerce et nos voies de communication, et de retenir ici une grande partie du numéraire qui sort de ce pays pour payer la plus value donnée à nos produits bruts par la fabrication étrangère.

Ce sont là, à peu près, les propositions que j'ai développées d'une manière plus ou moins suivie dans plusieurs articles.

Restait la question de savoir comment arriver au but que je me proposais, par quels moyens promouvoir l'industrie en ce pays.

J'ai commencé à le dire.... Par l'éducation et la législation.

Par l'éducation, en faisant connaître nos ressources et nos richesses, ce que nous pouvons produire et ce qu'il nous faut acheter de l'étranger; en dirigeant l'esprit de la jeunesse vers les choses pratiques et utiles.

Nos lecteurs savent que nous n'avons jamais manqué l'occasion de faire connaître nos opinions sur cette question, et de pousser l'opinion publique dans cette voie.

Reste maintenant la question de législation, reste à savoir comment nos hommes politiques peuvent promouvoir la cause de l'industrie.

Nous ne craignons pas de répéter que jusqu'à présent ils n'ont pas fait ce qu'ils devaient faire pour établir l'avenir matériel du Bas-Canada; ils n'ont pas paru comprendre les conditions d'existence et de progrès de la population canadienne. Les deux partis, sous ce rapport, ont péché. D'un côté, on a trop cédé à ces brillantes théories du libre-échange, dont les conséquences étaient surtout fatales au Bas-Canada, et de l'autre côté, peut-être, on a trop obéi à la pression malheureuse des manufacturiers anglais.

Dès que les colonies anglaises furent privées, par l'abolition des lois sur les céréales, des avantages qu'elles trouvaient en Angleterre pour l'écoulement de leurs produits agricoles, et que les récoltes manquèrent, les hommes d'Etat canadiens auraient dû, immédiatement, prendre les moyens de créer l'industrie nationale et de remplacer les sources agricoles qui tarissaient par celles de l'industrie. Depuis 1848 même, la politique nationale du Bas-Canada aurait dû être une politique d'industrie. Si on eût fait cela, on n'aurait pas aujourd'hui, peut-être, à déplorer l'absence d'un tiers de notre population. Ne soyons pas trop injustes, cependant, envers les hommes qui ont dirigé l'opinion publique depuis vingt ans. Ils ont pensé probablement que la question de l'époque était celle des canaux et des chemins de fer; que l'ouverture des voies de communication était le premier pas à faire vers la réalisation du but que nous poursuivons. On peut dire que rien ne les empêchait de mener de front ces deux entreprises; mais ne perdons pas notre temps dans de vaines récriminations, et profitant aujourd'hui de leurs travaux; tâchons de faire ce qu'ils n'ont pas fait, et voyons comment la législation peut venir au secours de l'industrie.

L. O. DAVID.

ÇA ET LÀ.

UNE REFORME.

C'est la *Minerve* qui la propose! Tant mieux! Elle aura plus de chance de réussir. Il s'agit de la *Gazette Officielle*, qui coûte cher et ne vaut pas ce qu'elle coûte. La *Minerve* se demande si on ne pourrait pas faire un meilleur usage de l'argent que rapporte la publication des annonces publiées dans un journal qui compte environ 150 abonnés.

La *Gazette de Sorel* approuve les remarques de la *Minerve* et ajoute :

"Nous pensons que les annonces intéressantes chaque district, devraient être publiées dans un ou deux journaux de la localité. De cette manière, elles seraient lues et profiteraient aux annonceurs et au public, pendant qu'aujourd'hui, la plupart de ces annonces reproduites pour la forme dans la *Gazette Officielle*, coûtent cher sans aucun but utile, puisqu'il est constaté que peu de personnes les lisent dans la *Gazette Officielle*. On obtiendrait un autre but en donnant ce patronage aux journaux; ça serait d'en augmenter le nombre, surtout dans les campagnes, et de répandre ainsi l'instruction parmi le peuple; car il n'y a pas, aujourd'hui, de meilleur livre que le journal, pour inspirer le goût de la lecture au public, tout en l'instruisant.

"Nous espérons donc, avec la *Minerve*, que nouvelles chambres s'occuperont bientôt de cet important sujet."

Si le gouvernement et la Chambre d'Assemblée voulaient tenir compte des suggestions que la Presse fait depuis quelques mois, nous aurions une bonne session enfin.

LE "FRANC-PARLEUR."

Voilà que le *Franc-Parleur* nous fait des reproches comme le *Messenger de Sorel* au moment même où nous lui faisons des compliments. Il nous blâme, de ne pas avoir parlé de lui, lorsqu'il a commencé sa deuxième année, avec un prospectus nouveau, une vignette, et un seul propriétaire, M. Adolphe Oumet, notre ancien collaborateur. Ces messieurs sont si pressés qu'ils nous mettent dans l'embarras. Les éloges que nous leur faisons après de pareils reproches ont beaucoup moins de valeur, le public peut croire que nous cédon aux menaces, que nous avons peur. Tant pis pour eux! Nous étions pour dire

que le *Franc-Parleur* était un journal bien rédigé dont M. Oumet et ses collaborateurs ne pourraient manquer d'assurer le succès, et beaucoup d'autres choses que nous ne dirons pas.

A propos, nous avons eu une deuxième année, nous aussi, et peu de journaux ont jugé à propos d'en parler; mais à l'avenir nous allons faire comme nos confrères du *Messenger* et du *Franc-Parleur*, nous allons faire une guerre à mort à tous ceux qui auront le malheur de ne pas célébrer l'anniversaire de notre naissance.

M. DUNN.

La *Minerve* annonçait, samedi dernier, que M. Oscar Dunn était devenu l'un de ses rédacteurs. Nous en sommes heureux pour elle et malheureux pour l'*Opinion Publique* qui perd la chance d'avoir un correspondant européen si distingué. Evidemment, la *Minerve* devient ambitieuse et entreprenante pour tout de bon. Tant mieux pour elle.... et pour les hommes de talent.... et pour le pays, si elle sait prendre l'attitude que les besoins du pays et la confiance du public lui commandent.

LE PARC.

Nous avons oublié de dire qu'un seul Canadien-Français, M. Bétournay, a voté pour le parc.

Nous devons en même temps faire remarquer que M. l'échevin David a déclaré qu'il était en faveur de cette entreprise comme il l'avait toujours été; mais comme la corporation de Montréal est obligée de s'adresser au prochain parlement de Québec, pour exproprier certains terrains qui sont compris dans le parc, mais qui sont en dehors des limites de la ville, M. David a pensé qu'il valait autant attendre encore quelques semaines afin de commencer l'expropriation lorsque la corporation aurait tous les pouvoirs nécessaires.

L'UNION CATHOLIQUE.

Cette société existe toujours, grâce à l'énergie du révérend P. Michel qui pourrait faire marcher un mort, s'il l'entreprenait, et elle n'existe pas à l'état de fossile comme la plupart de nos sociétés littéraires de Montréal, mais elle est pleine de vie. Les trois premières séances de cette année ont été très-intéressantes. Après le révérend P. Monnat dont tout le monde a eu occasion d'admirer la parole remarquable, est venu son compagnon, le révérend P. Pailloux, ex-prisonnier de la Commune, qui a fait un entretien rempli d'esprit et de sagesse. Son arrestation, ses misères, ce qu'il a vu et ce qu'il a entendu, il a raconté tout cela d'une manière charmante, et lorsqu'il est arrivé à faire l'appréciation des événements auxquels il a assisté, il a trouvé dans son cœur de français et de prêtre, des accents magnifiques. Il a dit que la Commune était née depuis longtemps en France, que tous les gouvernements, depuis un siècle, l'avaient faite et développée.

Dimanche dernier, c'est M. Barnard, tout fraîchement arrivé d'Europe qui a dû entretenir les membres de l'Union Catholique.

M. le professeur Villeneuve est le président de l'Union catholique; c'est un homme de talent et d'étude.

Les actionnaires de la compagnie du chemin de fer de colonisation se sont réunis pour l'élection des directeurs, et les messieurs suivants ont été choisis : Sir Hugh Allan, Hon. G. Oumet, Hon. J. J. C. Abbott, Hon. L. Archambault, Louis Beaubien, M. P. P., P. S. Murphy, E. Atwater, C. A. Leblanc, H. Mulholland, E. G. Penny et J. B. Beaudry. Les noms de ces messieurs sont une forte garantie du succès de l'entreprise.

Il est seulement à regretter que l'on n'ait pas fait entrer dans ce bureau certains hommes qui avaient déjà fait beaucoup pour le succès de cette entreprise et qui auraient pu surtout par la suite agir le plus puissamment pour prévenir dans les comtés où ce chemin doit se faire, les difficultés que rencontre la compagnie du chemin de la Rive Nord pour faire accepter son projet.

Nous ne voyons pas, par exemple, pourquoi on ne trouve pas parmi les noms des nouveaux directeurs, les noms de l'Hon. John Young, de M. William Workman, de l'échevin M. David, de M. Godefroy Laviolette (de St. Jérôme) et du député de Terrebonne, M. Chapleau, l'un des plus ardents champions de la politique des Chemins de fer, en Chambre.

Deux des membres du gouvernement sont élus directeurs. Cela est très-bien; mais ces deux messieurs étant vraisemblablement destinés à représenter le gouvernement dans la Direction, n'auraient-ils pas pu être remplacés par d'autres?

Les amis de cette entreprise espèrent néanmoins que ces lacunes n'en entraveront pas le succès.

CÉLÈBRES TROTTEURS.

Nos voisins sont dans l'émoi. Il y a eu de grandes courses dernièrement à Milwaukee, et une jument du nom de *Goldsmith Maid* a fait le mille en deux minutes et dix-sept secondes. Or, le meilleur cheval des Etats-Unis, *Dexter*, n'a jamais trotté en moins de deux minutes dix-sept secondes et un quart. Faire mieux que *Dexter* est une chose qui paraît impossible à un grand nombre et surtout à son propriétaire, M. Bonner. Celui-ci vient de lancer une lettre dans un journal américain, pour dire que *Goldsmith Maid* n'a pas fait ce qu'on dit, et d'ailleurs, si c'était vrai, elle n'est pas encore de force à battre *Dexter* qui, d'après lui, aurait déjà fait le mille en deux minutes et seize secondes.

M. Bonner offre \$50,000 au cheval qui battra *Dexter*. C'est bon à gagner. On ne trotte pas aussi vite que cela en Canada. Mais aux Etats-Unis, tout marche à la vapeur. L'*Oiseau rouge*